

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Fondation CESDDA « Paulin Andrieu »
Centre d'Education Spécialisée pour Dysphasiques et
Déficients Auditifs

25 Rue des Trente Six Ponts
31400 TOULOUSE

Exercice clos le 31 décembre 2025

Bonnefoy & Associés

SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 1 000 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Occitanie et membre
de la Compagnie régionale de Toulouse
RCS Toulouse 798 286 498
1 Rond-point de Flotis
31240 Saint Jean - France

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Fondation CESDDA « Paulin ANDRIEU »

Centre d'Education Spécialisée pour Dysphasiques et Déficients Auditifs

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation CESDDA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans le paragraphe « règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application du règlement ANC 2022-06, et dans le paragraphe « faits caractéristiques de l'exercice » concernant l'application au 1^{er} janvier 2025 du Contrat Pluriannuel d'objectifs et de Moyens.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'appréciation suivante qui, selon notre jugement professionnel, a été la plus importante pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Le paragraphe « Concours publics et subventions » de l'annexe détaille les ressources par nature. Nous nous sommes assurés de leur réalité, notamment par rapprochement avec les notifications émises par les organismes tutelles et financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes

ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Jean, le 29 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
BONNEFOY & ASSOCIES



Patrick BONNEFOY
Associé

ACTIF	Exercice N01/2025 - 12/2025			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2024 - 12/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	85 020,76	82 861,31	2 159,45	6 294,64
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	8 009 538,99	3 897 313,43	4 112 225,56	4 233 617,63
Installations techniques, matériels et outillage	414 026,05	361 514,20	52 511,85	56 019,64
Autres immobilisations corporelles	760 035,81	595 882,82	164 152,99	233 248,86
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 421,23		6 421,23	6 421,23
ACTIF IMMOBILISE - Total I	9 275 042,84	4 937 571,76	4 337 471,08	4 535 602,00
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes	702,60		702,60	1 290,60
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 953,16		15 953,16	30 475,98
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	8 469,74		8 469,74	6 195,90
Valeurs mobilières de placement	4 038 716,56		4 038 716,56	3 038 371,22
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	1 313 913,27		1 313 913,27	1 832 133,05
Charges constatées d'avance	57 493,69		57 493,69	62 833,94
ACTIF CIRCULANT - Total II	5 435 249,02		5 435 249,02	4 971 300,69
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	14 710 291,86	4 937 571,76	9 772 720,10	9 506 902,69

PASSIF	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 781 736,74	1 781 736,74
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 583 722,94	1 531 024,94
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 583 722,94	1 531 024,94
Autres réserves		
Report à nouveau	226 211,32	522 888,22
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	20 028,49	3 079,05
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	429 527,25	698 800,13
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	(112 866,94)	(112 866,94)
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	47 553,36	85 327,05
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	407 960,71	(236 676,90)
Situation nette (sous total)	3 999 631,71	3 598 973,00
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	423 983,20	445 122,91
Provisions réglementées	1 608 310,53	1 557 699,57
Droits des propriétaires - (Commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	6 031 925,44	5 601 795,48
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 075 275,83	907 756,23
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	1 075 275,83	907 756,23
PROVISIONS		
Provisions pour risques	265 681,00	265 681,00
Provisions pour charges	669 034,30	669 034,30
PROVISIONS - Total III	934 715,30	934 715,30
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	1 224 166,57	1 298 395,00
Emprunts et dettes financières diverses	10 272,68	12 093,34
Avances et acomptes reçus sur commande		

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : **CONSO - FONDATION CESDDA PAULIN ANDRIEU**

En Euro
(Provisoire)

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	207 845,95	153 842,64
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	283 868,59	593 245,41
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 301,93	1 499,37
Autres dettes	2 347,81	3 559,92
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES - Total IV	1 730 803,53	2 062 635,68
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	9 772 720,10	9 506 902,69
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2022-06

Dossier : CONSO - FONDATION CESDDA PAULIN ANDRIEU

En Euro
(Provisoire)

	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	7 447,60	4 692,58
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	90 956,20	103 987,15
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 609 494,95	5 437 873,94
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	5 569 071,55	5 437 873,94
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	54 019,04	39 818,53
Total I	5 761 917,79	5 586 372,20
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	(1 366,50)	(979,89)
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnement		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 389 715,89	1 361 500,53
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	312 206,90	333 099,34
Salaires	2 211 453,41	2 519 797,79
Cotisations sociales	866 677,77	1 010 307,48
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	402 940,65	419 544,28
Dotations aux provisions		51 000,00
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	1 296,16	143,86
Reports en fonds dédiés	167 519,60	163 758,08
Autres charges	539,07	1 881,00
Total II	5 350 982,95	5 860 052,47
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	410 934,84	(273 680,27)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	84 281,97	102 846,52

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2022-06

Dossier : CONSO - FONDATION CESDDA PAULIN ANDRIEU

En Euro
(Provisoire)

	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'inst. de trés.		
Total III	84 281,97	102 846,52
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	36 645,14	39 008,27
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement et d'inst. de trés.		
Total IV	36 645,14	39 008,27
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	47 636,83	63 838,25
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	458 571,67	(209 842,02)
PRODUITS EXCEPTIONNELS V	47 244,00	83 813,57
CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	97 854,96	110 648,45
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(50 610,96)	(26 834,88)
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	5 893 443,76	5 773 032,29
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	5 485 483,05	6 009 709,19
EXCEDENT OU DEFICIT	407 960,71	(236 676,90)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ANNEXE

Annexe au bilan avant affectation, dont le total est de 9 772 720.10 euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dégageant un excédent pour l'établissement avant affectation des déficits antérieurs de 392 084.73 euros ainsi qu'un excédent en gestion associative de 3 999.47 euros et un excédent sur la location de 11 876.51 euros soit au total un excédent sur la fondation de 407 960.71 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

PREAMBULE

En 1826, l'Abbé CHAZOTTE crée « L'Institut des Sourdes et Muettes de Toulouse ».

Le 8 avril 1931, par décret ministériel, il devient Fondation reconnue d'utilité publique.

Le décret du 12 décembre 1968 approuve les modifications des statuts de la Fondation et désormais l'établissement prend le nom de « Centre d'Education Spécialisée pour Déficiants Auditifs » (C.E.S.D.A.).

L'arrêté du 1er Mars 2010 modifie l'agrément de l'établissement pour y intégrer l'accueil d'enfants dysphasiques. Il s'intitule désormais « Centre d'Education Spécialisée pour Dysphasiques et Déficiants Auditifs » (C.E.S.D.D.A.)

La Fondation a en parallèle revu ses statuts :

Proposer aux jeunes accueillis « une scolarité, une prise en charge spécialisée, un accompagnement et des soins adaptés principalement à une population de déficients auditifs et dysphasiques avec ou sans troubles associés, et éventuellement à une population présentant d'autres types d'handicap plus spécialement de Toulouse, de la Haute-Garonne et des départements du Sud-Ouest ».

Le CESDDA offre régionalement (Occitanie, Nouvelle Aquitaine) un accompagnement aux enfants, adolescents et jeune adultes déficients auditifs.

Le CESDDA inscrit son action dans la prise en charge et l'accompagnement des enfants, adolescents et jeunes adultes en tenant compte de leur personnalité, de leur histoire, de leur vécu et des interactions avec leur vie affective, leur potentialité cognitives, leurs relations familiales et sociales.

Le crédo du CESDDA est :

- Accueillir, Eduquer, Soigner, Accompagner ;
- Communiquer, Intégrer ;
- Devenir citoyen.

Le CESDDA accueille un public atteint de :

- Surdité ;
- TSA & Dysphasie ;
- Handicap associé.

Enfin, le CESDDA est une organisation de 76 professionnels et un ensemble de bénévoles réunis autour du Président de la Fondation **M. Patrick GARRIGOU** et de son conseil d'administration.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Signature du premier Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) le 12/11/2025 avec un effet rétroactif au 01/01/2025 et pour la période 2025-2029.
- Signature d'un nouvel accord d'entreprise relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail avec une prise d'effet au 01/01/2025. Cet accord prévoit une répartition de la durée du travail sur l'année civile (modulation du temps de travail sous forme d'annualisation). La période de référence retenue pour les congés payés est fixée du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ANNEXE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux :

- Règlement ANC 2022-06 qui s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les impacts de l'application du nouveau règlement sur les comptes annuels sont liés à la suppression de la technique de transferts de charges et au recours limité du résultat exceptionnel.

- Règles définies dans l'instruction M22 concernant les comptes des établissements sous contrôle des tiers financeurs. L'avis n° 2007-05 du 4 mai 2007 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux.
- Principes comptables prévus par l'article R 314-81 du Code de l'Action Sociale et des Familles pour les comptes administratifs de notre entité.

Engagements en matière de retraite

La fondation n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Par décision du Conseil d'Administration, il a été modifié la présentation des comptes annuels en 2021 en **provisionnant les indemnités de fin de carrière**. Au 31/12/2025, elles s'élèvent à **417 470 €**.

Hypothèses de calculs retenues :

- Départ à la retraite à la demande du salarié ;
- Méthode rétrospective ;
- Taux de rotation du personnel : 1 % (bas) ;
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 3.20 % (Inflation comprise) – OAT 30 ans
- Table de mortalité : 2008/2010 INSEE PROVISOIRE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ANNEXE

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

1 – Etat des immobilisations

Immobilisations	Immobilisations au 31/12/2024	Acquisitions 2025	Cessions 2025	Immobilisations au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	85 020.76			85 020.76
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	85 020.76			85 020.76
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles	8 982 020.05	351 674.53	150 093.73	9 183 600.85
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions	7 818 093.01	195 971.07	4 525.09	8 009 538.99
Installations, matériel et outillage techniques	403 891.23	10 134.82		414 026.05
Autres immobilisations corporelles	760 035.81			760 035.81
Immobilisations corporelles en cours		145 568.64	145 568.64	
Immobilisations financières	6 421.23			6 421.23
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 421.23			6 421.23
TOTAL IMMOBILISATION	9 073 462.04	351 674.53	150 093.73	9 275 042.84

2 – Etat des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie « administrative » établie par l'organisme de tarification et de contrôle.

Autres immobilisations incorporelles :	1 an
Constructions sur sol propre :	5 à 65 ans
Installations générales, agencements aménagements construc. :	10 à 20 ans
Installations techniques, Matériel et outill. Industriel :	3 à 10 ans
Matériel de transport :	5 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier :	5 à 10 ans

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025
ANNEXE

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024	Dotations 2025	Diminutions 2025	Amortissements et dépréc. au 31/12/2025
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	78 726.12	4 135.19		82 861.31
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	78 726.12	4 135.19		82 861.31
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	4 459 133.92	400 161.62	4 585.09	4 854 710.45
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	3 297 708.79	284 923.74	4 585.09	3 578 047.44
Constructions sur sol d'autrui	286 766.59	32 499.40		319 265.99
Installations, matériel et outillage techniques	347 871.59	13 642.61		361 514.20
Autres immobilisations corporelles	526 786.95	69 095.87		595 882.82
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	4 537 860.04	404 296.81	4 585.09	4 937 571.76

3 – Tableau des variations des fonds associatifs

a) - *Résultat sous contrôle de tiers :*

- Résultat administratif 2023 : + 266 573.82 €
- Résultat administratif 2024 : + 102 953.43 €

b) – *Report à Nouveau :*

- Dépenses congés Payés : + 47 553.36 €
- Report à Nouveau Débiteur Location : - 37 707.22 €
- Report à Nouveau Débiteur Fondation : - 100 295.13 €
- Dépenses refusées par l'ARS : - 112 866.94 €
- Excédent affecté aux mesures d'exploitation : + 60 000.00 €

c) – *Subventions d'investissement :*

Subventions d'investissement	Subventions d'invest. au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Subv. d'invest. au 31/12/2025
Taxe d'Apprentissage	10 996.03	11 981.69	0.00	22 977.72
Subvention PAI	315 574.80	0.00	19 723.40	295 851.40
Subvention CCAH	118 552.08	0.00	13 398.00	105 154.08
TOTAL	445 122.91	11 981.69	33 121.40	423 983.20

La quote part virée au résultat représente les amortissements cumulés sur les actifs acquis grâce aux différentes subventions ci-dessus.

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ANNEXE

d) – Provisions pour risques :

Le CESDDA a été l'objet d'un contrôle URSSAF en 2014 pour la période du 01.01.2012 au 31.12.2013.

L'inspecteur de l'URSSAF constate et conclut dans ses réponses qu'il existe des salariés bénéficiant de 18 jours de congés supplémentaires conventionnels, travaillant 1.456 heures par an et des salariés bénéficiant de 9 jours de congés supplémentaires conventionnels, travaillant 1.519 heures par an.

Il conclut que les bases à réduction Fillon doivent être modifiées et par conséquent les réductions Fillon doivent être réduites car ils ne travaillent pas à « temps plein ».

Il n'a pas eu de redressement mais un avertissement pour la rectification desdites réductions.

Il a également été comptabilisé une provision pour des entretiens professionnels non réalisés.

La provision pour risques s'élève au 31/12/2025 à **265 681.00 €**

e) Provisions pour charges :

La provision constituée lors de la création du CITS s'élève à **56 864.19 €**.

La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à **417 470.11 €**.

En 2024, il a été constitué une provision pour charges d'un montant de **11 000.00 €** liée à la nouvelle réglementation en vigueur concernant les congés payés dus durant les périodes d'arrêts maladie.

De plus, lors de la prise des congés payés, la comparaison entre le maintien de salaire et les 10% n'a jamais été calculée.

Une provision pour charges a été comptabilisée pour **80 700.00 €**.

En 2022, une provision de **48 000.00 €** avait été constituée pour les personnes ne bénéficiant pas des indemnités Ségur.

Enfin, l'ARS a accepté qu'une partie de l'excédent 2022 soit affecté aux provisions suivantes : **15 000.00 €** pour des formations ; **20 000.00 €** pour des travaux d'équilibrage du chauffage et **20 000.00 €** pour le projet petite enfance.

Au 31/12/2025, le montant total des autres provisions pour charges s'élève à **669 034.30 €**

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025
ANNEXE

Capitaux propres	Montant net 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Montant net 31/12/2025
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 781 736.74	0.00	0.00	1 781 736.74
Fonds statutaire	1 781 736.74	0.00	0.00	1 781 736.74
Réserves	1 531 024.94	60 000.60	7 302.60	1 583 722.94
Excédents affectés à l'investissement	706 865.66	60 000.00	0.00	766 865.66
Excédents affectés à la couverture du BFR	310 441.48	0.30	0.30	310 441.48
Réserve de compensation des déficits	368 505.06	0.00	0.00	368 505.06
Réserve de compensation des charges d'amortissements	145 212.74	0.00	7 302.00	137 910.74
Report à nouveau	-148 372.02	16 949.44	6 579.77	-138 002.35
Report à nouveau créditeur Location et Fondation	3 079.05	16 949.44	0.00	20 028.49
Report à nouveau débiteur Location et Fondation	-151 451.07	0.00	6 579.77	-158 030.84
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	671 260.24	369 527.25	676 573.82	364 213.67
Report à nouveau années impaires	288 800.13	266 573.82	288 800.13	266 573.82
Report à nouveau années paires	350 000.00	102 953.43	350 000.00	102 953.43
Report à nouveau affecté au financement de mesures d'exploitations	60 000.00	0.00	0.00	60 000.00
Report à nouveau dépenses rejetées	-112 866.94	0.00	0.00	-112 866.94
Dépenses pour congés payés	85 327.05	0.00	37 773.69	47 553.36
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	-236 676.90	6 406 300.87	5 998 340.16	407 960.71
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	445 122.91	62 138.86	83 278.57	423 983.20
Provisions réglementées	1 557 699.57	97 854.96	47 244.00	1 608 310.53
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	187 500.00	0.00	12 500.00	175 000.00
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations P	906 187.83	16 565.32	34 744.00	888 009.15
Provisions réglementées produits financiers	360 568.69	81 289.64	0.00	441 858.33
Provisions réglementées plus values actifs immobilisés	103 443.05	0.00	0.00	103 443.05
TOTAL GENERAL	5 601 795.48	7 012 771.98	6 819 318.92	6 031 925.44

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Montants au 31/12/2025
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	265 681.00			265 681.00
Provisions pour pensions	417 470.11			417 470.11
Autres provisions pour charges	251 564.19			251 564.19
TOTAL GENERAL	934 715.30	0.00	0.00	934 715.30

4 – Fonds dédiés

Les fonds dédiés LESPINET concernent un financement de la DDASS dans le cadre de la construction puis l'acquisition par bail emphytéotique de 50 ans de l'internat de LESPINET par la société PROMOLOGIS.

Fonds dédiés	Montant au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Montants au 31/12/2025
Fonds dédiés				
Fonds dédiés loyer Lespinet	726 875.80	4 519.60	0.00	731 395.40
Fonds dédiés ARS	180 880.40	163 000.03	0.00	343 880.43
TOTAL	907 756.20	167 519.63	0.00	1 075 275.83

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025
ANNEXE

5 – Etat des Créances

Etat des Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Avances et acomptes	702.60	702.60	
Créances clients	15 953.16	15 953.16	
Autres créances	8 469.74	8 469.74	
Charges constatées d'avance	57 493.69	57 493.69	
TOTAL	82 619.19	82 619.19	-

6 – Etat des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 An	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	1 224 166.57	74 228.43	296 913.72	853 024.42
Emprunts et dettes financières divers	10 272.68	10 272.68		
Fournisseurs et comptes rattachés	207 845.95	207 845.95		
Personnel et comptes rattachés	52 116.59	52 116.59		
Sécurité sociale et autres organismes	221 895.51	221 895.51		
Taxe sur la valeur ajoutée	9 856.49	9 856.49		
Autres dettes	2 347.81	2 347.81		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	1 728 501.60	578 563.46	296 913.72	853 024.42
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	74 228.43			

7 – Charges et produits constatées d'avance

Charges d'exploitation : 57 493.69 €
Produits d'exploitation :

8 – Charges à payer

Charges à Payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 838.91
Dettes fournisseurs et comptes attachés	20 495.09
Dettes fiscales et sociales	60 395.58
Autres dettes	1 884.45
TOTAL	87 614.03

9 – Produits à Recevoir

Produits à Recevoir	Montant
Autres créances	7 613.38
TOTAL	7 613.38

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025
ANNEXE

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Nature	Montant
Dotation globale	5 569 071.55
Dons	7 447.60
Locations	68 323.90
Autres prestations	22 632.30
TOTAL	5 667 475.35

AUTRES INFORMATIONS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

1 – Engagements financiers donnés

Engagement sur bail emphytéotique initial à PROMOLOGIS : 7 269 823,00 €

Il est à noter que l'emprunt couvrant le bail emphytéotique donné pour LESPINET auprès de la société PROMOLOGIS est indexé sur le taux de rémunération du livret A.

Toute évolution du taux du livret A aura une incidence sur le loyer demandé par PROMOLOGIS.

2 – Effectif moyen

Catégorie	Effectifs
Cadres	13
Agents de maîtrise & Tech.	55
Employés	2
Ouvriers	6
Apprentis sous contrat	-
TOTAL	76

4 – Rémunérations des 3 dirigeants et cadres les mieux rémunérés sur l'année 2025 :

- Directeur et Cadres 168 822.00 €